Ensemble contre la privatisation de la Poste !

La Poste, que bien des caricatures aiment à présenter comme ringarde, a profondément changé ces vingt dernières années. La mécanisation et l'informatisation ont contribué à l'évolution des métiers du tri, de l'acheminement et de la distribution et des bureaux de poste. Mais, pour les responsables, ces évolutions ont surtout été mises à profit pour rentabiliser l'entreprise.

Exemples :

- 35 000 emplois ont été supprimés entre 2002 et 2007. Aujourd'hui la Poste salarie 290 000 personnes, dont seulement 57% de fonctionnaires. L'introduction massive d'emplois privés s'est traduite par une véritable explosion de la précarité et de la SMICardisation et par le développement des horaires dits « atypiques » telles les 4/11 des plateformes de tri.
- S'il reste aujourd'hui 11900 bureaux de Poste en France, 5000 ont déjà été transformés en agence postale prise en charge par les communes ou en relais postal chez les commerçants, tandis que des centaines ont été purement et simplement fermés.
- Les conditions d'exercice des métiers en lien direct avec le public sont profondément modifiées. La distribution postale quotidienne avec une zone géographique attribuée à un facteur – de plus en plus à une factrice – est remise en cause. Les bureaux de Poste sont transformés en bazars où l'en vend (encore) des timbres. Et partout le manque d'effectifs est criant.
- La priorité donnée aux grandes entreprises jugées évidemment plus rentables s'est accentuée.

C'est une gigantesque accélération de ces évolutions en tous points négatives pour la population qu'entraînerait la privatisation.

Les recommandations de la Commission européenne en matière de rationalisation des entreprises postales tiennent du programme :

- abaisser de la fréquence de distribution à 5 jours sur 7
- supprimer le tarif unique (qui ne l'est déjà plus en France pour les grandes entreprises de vente par correspondance)
- franchiser et externaliser les bureaux de poste,
- modifier les heures d'ouverture des bureaux (dans les deux sens, les réduire à peau de chagrin en zone rurale avant de constater la chute du seuil de rentabilité, les exploser en les calquant sur les grandes surfaces en zone urbaine)
- réduire les coûts de transport en utilisant la route au lieu du rail pour améliorer la productivité.

Pour un référendum !

Si la réussite de cette campagne n'est pas simple, puisqu'il s'agit de recueillir 4 500 000 signatures, et si elle ne donne aucune garantie quant à la tenue réelle du référendum, puisqu'en dernier ressort c'est le gouvernement qui décide, elle permet dans tout le pays une formidable campagne de masse pour la défense du service public.

Pour notre part nous y sommes prêts. En tout état de cause, Les Alternatifs seront partie prenante de toutes les mobilisations et feront tout pour garder à la Poste son statut de service public.

« Il faut que chacun d'entre nous accepte qu'il y ait moins de services, moins de personnels, moins d'Etat sur son territoire ».

Le message du premier ministre, qui s'efforce jour après jour de jouer les fiers à bras du libéralisme le plus dur, est clair. Et il a raison : **la diminution du nombre de fonctionnaires entrainera une baisse de la quantité et de la qualité des services rendus à la population et la fermeture de nombreux sites, hôpitaux publics, établissements scolaires, guichets ANPE, bureau de poste, tribunaux, etc… notamment dans les villes petites et moyennes et dans les banlieues.** Bernard Defaix, président du collectif Services publics, a raison : « la diminution du service à la population va précipiter les inégalités ».

Si certains en doutaient encore, cette déclaration de Fillon a le mérite de la clarté brutale qui sied si bien aux seconds couteaux sarkozystes. C'est dire que l'appel de la Convergence des Collectifs de Défense et de Promotion des services publics à la mobilisation tombe à pic pour relancer le débat public et la mobilisation populaire contre la politique sarkozyste sur **l'un des meilleurs terrains qui soit, celui du comment vivre ensemble, de la démocratie locale, du projet de société.**

L'urgence de la mobilisation sociale

La crise financière touche désormais l'économie réelle. La récession est là, avec son lot de licenciements et les premiers dépôts de bilan.

Cynique, le gouvernement qui, en quelques heures, a su mobiliser 360 milliards d'euros pour venir en aide au système bancaire, ne fait même pas mystère que c'est le pouvoir d'achat et l'emploi qui vont trinquer. Pire, il annonce sa volonté d'accélérer ses contre-réformes en matière de droit du travail, de protection sociale , de nouveau recul de l'âge de la retraite et de privatisation des services publics. En appelant à « l'unité nationale », l'objectif de Sarko et de sa bande est clair : faire payer aux salariés la crise financière.

Pour être efficace, pour peser vraiment, il n'y a pas d'alternative autre qu'une mobilisation générale et interprofessionnelle des salariée-s. C'est ce qui doit se discuter dans les jours et semaines qui viennent.

solidarités écologie les alternatifs autogestion féminisme

Les Alternatifs 40 rue de Malte 75011 Paris - www.alternatifs.org